



«La lettre **B**» l'essentiel de l'actualité économique et financière européenne décryptée

Year 6 - N° 6 | June 2016 - (New Edition)

MEMBER STATES

BRITISH LEADERSHIP DEARTH IN THE WAKE OF BREXIT VOTE

It's a move that many feared but few truly believed would happen – on 23rd June, the UK voted by 51.9% in favour of leaving the EU.



As the UK and the remaining EU Member States try to get their heads around the result, European leaders have sought to reassure EU citizens that Brexit will not have a negative effect on the EU's future by issuing a - fairly rare - joint statement from all four EU presidents (Parliament, Commission, European Council and Council of the EU): *"This is an unprecedented situation but we are united in our response. [...] The Union of 27 Member States will continue. The Union is the framework of our common political future. We are bound together by history, geography and common interests and will develop our cooperation on this basis. Together we will address our common challenges to generate growth, increase prosperity and ensure a safe and secure environment for our citizens."*

In spite of their reassurance, the result of the referendum does not appear to have calmed the debate surrounding EU membership. Indeed, if anything, it has complicated things further. While the message from the EU has essentially been "keep calm and carry on," the UK has seen significant protests, calls for a new referendum and conflicts between its member countries. The question of Scottish independence is back on the table and some of the grandest promises from the leave campaign have now been revealed as spurious.

EU Member States are calling for a swift enactment of the now infamous article 50 - the mechanism for leaving the EU - in order to quickly define the new European reality. Nevertheless, it just doesn't seem

possible at this stage. David Cameron's virtually instantaneous resignation as Prime Minister, Boris Johnson's withdrawal from the Conservative leadership race, frustration with the Labour party leader Jeremy Corbyn's perceived lack of support for the stay campaign... at a critical juncture, the UK is facing an incredibly serious leadership dearth.

David Cameron has made it clear that he will leave the job of activating Brexit to his successor but until the UK has a functioning government in place and a Prime Minister capable of uniting a very divided country, it may prove difficult just to set the wheels in motion. Moreover, it is not even clear how the UK should do this – while some have suggested that it is sufficient for the Prime Minister to notify EU leaders, others believe that the UK parliament's approval must be obtained before any action can be taken.

EU leaders are insisting that any negotiations prior to triggering article 50 are completely off the table. At the same time, rumours abound of certain Member States' desires to make an example of the UK in the hopes of dissuading similar moves from other Eurosceptic countries. Such talk is of course unlikely to convince UK leaders to rush into anything they may regret or which could lead to further citizen demonstrations.

The coming months will be crucial in defining the limits of the UK-EU27 relationship. The choice of a new Prime Minister – to be appointed by internal voting in the ruling Conservative party – will of course be key in sending a message to European negotiators as to the UK's hopes and expectations for its withdrawal. Questions on matters as divisive as immigration and free movement, trade and security will moreover undoubtedly then lead to some heated debates, as they did in the build-up to the referendum. While European and UK leaders are currently trying to maintain an aura of calm, if the UK doesn't enact article 50 within a "reasonable" delay, pressure from EU actors is likely to increase. The question now is whether UK leaders will be capable of entering into negotiations with a willingness to compromise in the hopes of achieving a sustainable and realistic exit agreement.

“*This is an unprecedented situation but we are united in our response. We will stand strong and uphold the EU's core values of promoting peace and the well-being of its peoples.*”

(The EU Presidents)

MARCHE UNIQUE NUMERIQUE

UN AGENDA EUROPÉEN POUR L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE ?

Peu après la publication de son paquet sur le commerce électronique, en mai dernier, la Commission européenne présente des orientations sur l'économie collaborative, source de nombreuses discussions au sein des États membres.

L'économie collaborative, également appelée « économie du partage » ou encore « peer-to-peer » n'a d'après la CE pas de contours précis. Elle est un concept large, qui se réfère à tous les business models, principalement fondés sur des transactions entre pairs, où les activités sont facilitées par des plateformes collaboratives créant une place de marché pour l'utilisation temporaire de produits ou services.

Cette économie émergente suscite de vives tensions, en particulier en France et en Espagne, entre les opérateurs traditionnels et les nouveaux entrants sur ce marché (cf. chauffeurs de taxis vs. Uber).

La CE est ainsi tiraillée entre d'un côté les opportunités créées par cette forme d'économie, dont bénéficient tant les citoyens que les entrepreneurs innovants, et le souci de préserver et d'assurer la protection des



consommateurs et la protection sociale.

Une communication n'étant pas un texte contraignant, la Commission se contente de donner des lignes directrices, sachant qu'il appartient ensuite à chaque État membre de trancher sur la législation applicable en suivant ou non les recommandations. Il sera évidemment intéressant de voir comment les États prendront en compte ces indications et comment...

En ce qui concerne les exigences d'accès au marché, l'exécutif européen suggère que les prestataires de services ne devraient être tenus d'obtenir des autorisations d'établissement ou des licences « que lorsque cela est strictement nécessaire pour atteindre des objectifs d'intérêt général importants ». Les plateformes ne devraient pas être tenues d'obtenir des autorisations ou des licences lorsqu'elles n'agissent qu'en tant qu'intermédiaires entre les consommateurs et ceux qui proposent le service réel. Aussi, une distinction devrait être opérée entre les particuliers proposant occasionnellement des services et les prestataires intervenant à titre professionnel. Les plateformes collaboratives peuvent - en outre - être exemptées de responsabilité pour les informations qu'elles stockent au nom de ceux qui proposent un service. Elles ne devraient par contre pas être exemptées de responsabilité pour les services qu'elles proposent elles-mêmes.

D'après la Commission, enfin, les États devraient garantir que les consommateurs bénéficient d'un niveau de protection élevé contre les pratiques commerciales déloyales, sans pour autant imposer d'obligations disproportionnées aux particuliers qui ne fournissent des services qu'à titre occasionnel.

Dans sa communication, la CE souligne qu'elle suivra de près l'évolution de la situation dans ce tout nouveau secteur, elle collectera des données statistiques, mais elle détaillera et soutiendra aussi l'échange de bonnes pratiques. Imaginer que la CE formule des propositions législatives en la matière reste, pour l'instant, une question sans réponse.

Fin septembre, Violeta Bulc, en charge du transport, devrait publier une analyse sur le secteur des transports et l'économie collaborative, affectant Uber, Blablacar et d'autres. En tant qu'ancienne entrepreneur, la Commissaire a déjà laissé entendre qu'elle n'interdira pas le covoiturage, même si le rapport ne devrait pas annoncer de politique spécifique.

Enfin, le 29 septembre, le Conseil « Compétitivité » débattrait de l'économie collaborative, en concentrant ses discussions précisément sur la communication de la CE. Cela va dans le sens de la démarche de dialogue que souhaite engager la CE avec le Conseil en particulier.

Cecilia Lazzaroni

Visit our new website! www.lalettreb.eu

RELATIONS EXTERIEURES

LA COMMISSION EUROPÉENNE EXAMINE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION UE-TURQUIE

Confrontées à une crise migratoire prenant des proportions inimaginables, la Turquie et l'Union européenne ont décidé en 2015 de combiner leurs ressources et de travailler ensemble afin d'y remédier au plus vite. Dans cette optique, les deux parties ont adopté un plan d'action commun en novembre 2015 et publié une déclaration commune le 18 mars dernier.

De nombreux projets ont été mis en œuvre à la suite de l'adoption du plan d'action initial et la déclaration commune qui l'a suivie a proposé des actions complémentaires visant à disloquer la pratique clandestine de transport de migrants. L'objectif était d'apporter aux migrants une alternative à cette pratique risquée et incertaine et ainsi de « mettre fin à la migration irrégulière de la Turquie vers l'UE ». Le

Syrien renvoyé en Turquie de l'UE, un autre Syrien sera réinstallé de la Turquie en Europe. L'objectif est à nouveau ici de décourager les tentatives de passages illégaux à la frontière en mettant en avant les chances plus élevées de réussite en cas d'utilisation de voies légales.

Des progrès sont également soulignés dans le cadre de la libéralisation du régime des visas avec la Turquie, tels l'entrée en vigueur de l'accord de réadmission UE-Turquie ; la Commission attend maintenant que Ankara remplisse les sept critères de référence restants. Par ailleurs, dans le contexte de l'approfondissement des relations bilatérales, les travaux préparatoires se poursuivent dans le cadre du processus d'adhésion et une aide financière supplémentaire de l'UE a été fournie afin d'aider les



15 juin, la Commission européenne, dans un rapport sur la mise en œuvre de cette déclaration, souligne que, même si des progrès ont été réalisés, il reste encore un long chemin à parcourir.

Tout d'abord, elle constate une diminution importante du nombre de personnes essayant de traverser la mer Égée de manière irrégulière, impliquant également une baisse significative du nombre de personnes qui y perdent la vie. Il s'agit ici d'un des piliers clés de la coopération UE-Turquie ; les images obsédantes de réfugiés mettant leurs vies en jeu dans l'espoir de rentrer dans l'Union ont provoqué une réaction particulièrement forte dans tous les coins de l'Europe. La Commission note également le succès du programme « 1 pour 1 » selon lequel pour chaque

réfugiés et communautés d'accueil sur le territoire turc.

Enfin, des ressources considérables ont été mobilisées tant du côté de l'UE que de la Turquie afin d'apporter une aide humanitaire en Syrie.

Il reste toutefois, selon la Commission européenne, de nombreuses étapes pour la mise en œuvre complète de l'accord. On notera, par exemple, la nécessité pour la Grèce d'accroître sa capacité de traitement des demandes d'asile, d'améliorer sa capacité d'accueil sur les îles et de proposer une meilleure gestion des « hot spots ». Athènes sera soutenue dans ces démarches par l'Union européenne et ses États membres. Concernant la Turquie, elle devra, dans un

futur très proche, prendre les mesures nécessaires pour répondre aux critères restants de la libéralisation du régime des visas.

Ces prochaines étapes feront très certainement l'objet

d'un focus particulier dans le prochain rapport de la Commission sur la mise en œuvre de l'accord qui est attendu pour la rentrée 2016.

Lorenzo Scattini

INSTITUTIONAL AFFAIRS

THE EU PROPOSES ACTION TO COUNTER VIOLENT RADICALISATION

As part of its continued efforts to tackle the serious security problems facing Europe, rendered ever more visible by the recent terrorist attacks in France and Brussels, the European Commission has published a Communication on the prevention of violent radicalisation leading to extremism. In spite of the fact that this is generally viewed as a national responsibility, the Commission has nevertheless put forward a series of actions which it believes would be enhanced by European cooperation. Indeed, in the Commission's words, "radicalisation, like terrorism, knows no borders."

The Commission notes that in recent times the drivers of terrorist acts have become more complex, with perpetrators acting upon varying motivations and in an increasingly global network. For this reason, in preparing the Communication, the Commission has tried to identify the most prevalent methods employed by extremists or terrorists in enticing radicalisation and those persons most vulnerable to new radicalisation phenomena.

The importance of education in this context is repeatedly highlighted. The Commission intends to develop a "toolkit" for those working closely with young people, so as to enable them to detect and address radicalisation, and hopes to use Erasmus+ funding to support social inclusion, common values and intercultural understanding. It moreover suggests enabling an exchange of Member States' experiences of radicalisation in prisons - a recognised hotbed for radicalisation and the spread of criminal practices - so as to facilitate the development of guidelines and programmes to support rehabilitation and reintegration. Furthermore, it wishes to support research activities, with the aim of producing tools and policy analysis for Member States' security actors and policy-makers.

The need to address the spread of online propaganda and hate speech is also underlined in the Communication. It is noted that terrorist groups are increasingly investing in the production of online terrorist material such as training manuals and propaganda including videos of attacks and acts of violence. Moreover, in addition to the simple fact that recruiters are able to interact with a much wider

audience than is the case offline, the Commission fears that such interactions can lead to the creation of social environments in which deviance and violence are accepted as normal. The Commission is therefore proposing to work with industry and civil society in order to prevent the proliferation of illegal content, support the development of "positive alternative narratives" and encourage a critical approach to online information.

Finally, the Commission focuses on legal and security-related actions, calling in particular for reinforced international cooperation with third countries, improved information sharing and dissuasive measures such as travel prohibitions and the criminalisation of travel to third countries for terrorist purposes.

Each of the ideas put forward by the Commission is supported by a number of more concrete actions to be put in place in order to support the Member States in the fight against radicalisation. For instance, in the hopes of addressing violent radicalisation outside the EU's borders, the Commission proposes providing support and assistance to international organisations and Global Counter Terrorism Forum initiatives, developing further activities to better focus the EU's external financial instruments, extending twinning networks to EU neighbourhood countries and initiating a feasibility project for Erasmus+ Virtual Exchanges, the aim of which would be to promote online engagement between young people. While such actions will undoubtedly require a significant investment of funds, they appear more grounded in realism than can sometimes be the case with proposals on such sensitive matters.

The Commission has invited the European Parliament and the Council to endorse its Communication so that the actions proposed can be put in place as soon as possible. In the current environment, with many questions being raised about security within the EU, the question now is not whether they will do so, but rather whether they will believe that the proposal goes far enough or call for the development of even more measures.

Filippo Giuffrida

«La lettre **B**» is published monthly by **ESL Academy**, Rue d'Idalie, 11 - Brussels

Directeur Responsable : **Filippo Giuffrida** (fg@lalettreb.eu) | Tél. : +32 (0)475 73 78 30

Prix du numéro **10 €** - Abonnement papier (11 numéros) **95 €** - Abonnement web **75 €**

Tél. : +32 (0)2 230 56 29 | info@lalettreb.eu | www.lalettreb.eu

